
**DECRET N° 2006-014 / PR du 22 février 2006
portant gestion provisoire de la Compagnie Energique
Electrique du Togo**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Economie, des Finances
et des Privatisations et du ministre des Mines, Energie et Eau ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2000-012 du 18 juillet 2000 relative au secteur de
l'électricité ;

Vu la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990 portant réforme du cadre
institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu l'ordonnance n° 63-12 du 20 mars 1963 portant création de la
Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du
Premier ministre;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition
du gouvernement;

Vu le décret n°/PR du mettant fin à la
concession octroyée à Togo Electricité pour l'exploitation des
actifs de production, de distribution et de vente de l'énergie
électrique ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier : La Compagnie Energie Electrique du Togo
(CEET) est gérée pour une période de six (06) mois renouvelable,
à compter de ce jour, par les organes provisoires ci-après :

- un conseil de surveillance ;
- un comité de gestion;
- un directeur général issu du comité de gestion.

Art. 2 : Les attributions et la composition du conseil de
surveillance sont celles énumérées dans la loi 90-26 du 4 décembre

1990 sus-visée et particulièrement celles contenues dans les statuts de la CEET.

Art. 3 : Le comité de gestion est investi des pouvoirs nécessaires pour :

- agir au nom et pour le compte de la CEET ;
- faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la CEET dans les limites de son objet social ;
- examiner, pour avis toutes questions liées à la gestion provisoire de la CEET et susceptibles de lui être soumises par le directeur général et/ou par le conseil de surveillance ;
- faire réaliser un audit technique et un audit financier des biens du service précédemment concédé ;
- faire un rapport au conseil de surveillance dans lequel il sera indiqué la situation globale de la société ainsi que des propositions sur les orientations futures possibles sur la structure à mettre en place pour la gestion du secteur de l'électricité ;
- apporter son appui au directeur général.

Art. 4 : Le comité de gestion est composé de quatre (04) membres, à savoir :

- M. Louis KPEGBA, conseiller technique au ministère de l'Energie et Eau, président ;
- M. Dammipi NOUPOKOU, directeur général de l'Autorité de Réglementation du secteur de l'électricité, directeur général ;
- M. Badanam PATOKI, directeur général du trésor et de la comptabilité publique, membre ;
- M. Débo-K'mba BARANDAO, directeur général de l'Energie, membre.

Art. 5 : Le comité de gestion peut faire appel à toute autre personne dont la compétence est jugée utile à l'accomplissement de sa mission.

Art. 6 : Le comité de gestion se réunit aussi souvent que nécessaire sur convocation de son président.

Art. 7 : Le comité de gestion rend compte régulièrement au conseil de surveillance, qui en fait rapport au Conseil des ministres.

Art. 8 : Le comité de gestion adopte son règlement intérieur.

Art. 9 : Le directeur général exerce les pouvoirs d'administration, de direction et de gestion de la CEET sous le contrôle du comité de gestion.

A ce titre, il est chargé :

- d'arrêter la situation à la date de sa prise de fonction,
- d'assurer la gestion de la CEET de manière à préserver la valeur de son fonds de commerce ;
- d'élaborer et de soumettre au comité de gestion un schéma

viable de restructuration et un plan de développement de la société ;
- de réaliser un audit technique et un audit financier des biens du service précédemment concédé.

Art. 10 : Le ministre de l'Economie, des Finances et des Privatisations et le ministre des Mines, Energie et Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 22 février 2006

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Edem KODJO

Le ministre de l'Economie,
des Finances et des Privatisations

Payadowa BOUKPESSI

Le ministre des Mines, Energie et Eau

Kokou Solété AGBEMADON